

Juste Terre!

n°184 - NOVEMBRE 2021

www.vivre-ensemble.be
Suivez-nous sur Facebook et Twitter

Le contexte actuel présente de multiples zones d'ombre. Les catastrophes écologiques et économiques s'enchaînent. Les inégalités sociales se creusent. Les conséquences du réchauffement climatique se font sentir, menaçant l'existence de millions d'espèces et de personnes - à commencer par celles qui ont le moins contribué à ce dérèglement. Assurément, notre maison commune est en péril. Mais la transition écologique et sociale est en cours. Il nous reste à la vivre, résolument et pleinement. C'est ce à quoi nous vous invitons pour cette nouvelle campagne d'Avent. Zoom dans ces pages sur des initiatives qui, en s'engageant avec les personnes laissées pour compte, œuvrent pour l'avenir de tous.



Édito

Transition, participation et solidarité

Pour Action Vivre Ensemble, cette année 2021 marque cinq décennies d'action aux côtés des associations de lutte contre la pauvreté en Wallonie et à Bruxelles. Notre association a vu le jour en 1970 pour venir en aide aux personnes les plus démunies de Belgique dans un contexte de crise économique. 50 ans plus tard, une nouvelle crise est venue renforcer les inégalités et aggraver la pauvreté et la précarité extrême de milliers de personnes et familles. La crise sanitaire de Covid-19 et les inondations historiques de la mi-juillet démontrent l'urgence d'agir pour le climat, mais également pour plus de justice sociale. C'est pourquoi Action Vivre Ensemble revendique, à l'occasion de sa campagne d'Avent 2021, une transition écologique qui tienne compte des personnes en situation de pauvreté, premières victimes des dérèglements climatiques.

Rendre visible l'invisible

Si nous travaillons activement pour faire de la lutte contre la pauvreté un enjeu structurel, notamment avec le RWLP (Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté) et le BAPN (Réseau Belge de Lutte contre la Pauvreté), nous tenons à

remercier les associations que nous soutenons chaque année pour leur travail auprès des personnes les plus vulnérables. Face à l'injustice et à la peur de l'autre, celles-ci maintiennent vives la solidarité et la bienveillance; les associations suscitent la rencontre et la fraternité en leur sein ainsi que dans le quartier ou le village où elles sont implantées. Elles sont présentes à chaque instant aux côtés des personnes rendues invisibles par une société qui ne les accepte plus. S'il y a encore du travail pour que les personnes les plus vulnérables soient vues et entendues au même titre que les autres, pour que leurs droits ne soient plus bafoués ou pour qu'ils soient tout simplement pris en compte, nous sommes reconnaissants du travail effectué par ces associations aux quatre coins de la Belgique et nous leur disons merci! Merci de croire en l'être humain, merci de mettre le vivre-ensemble au cœur de leurs missions, merci d'œuvrer pour une société plus juste où chaque être humain trouve une place. « *Vivre ensemble, ici et maintenant* », tel était le slogan de notre première campagne d'Avent. Un slogan toujours d'actualité!

■ **Chloé Martens**
Chargée de communication

Contre la pauvreté, je choisis la SOLIDARITÉ!

Inondations : Jean-Pascal van Ypersele à la rencontre d'associations sinistrées

Le 27 septembre, à l'initiative d'Action Vivre Ensemble et de l'asbl De bouche à oreille, le climatologue Jean-Pascal van Ypersele s'est rendu à Eupen, Dolhain, Pepinster et Verviers pour rencontrer des associations touchées par les inondations de la mi-juillet. Le climatologue a pu constater la réalité du terrain, toujours désastreuse presque trois mois après les inondations. L'occasion également de faire le lien entre urgence climatique et urgence sociale. En effet, si les eaux n'ont pas été sélectives, une fois encore, ce sont les personnes vulnérables qui ont été les plus durement touchées.

Eupen

Maison Viertelhaus Cardijn

Premier arrêt : Eupen, où le climatologue a rencontré Bianca Croé, la coordinatrice de la maison Viertelhaus Cardijn soutenue par Action Vivre Ensemble depuis 2010. Cette maison de quartier normalement fréquentée par 200 à 300 personnes par semaine a été complètement ravagée par les inondations. « On est localisé au confluent de la Vesdre et de la Helle et cette dernière a débordé, emportant un mur et traversant le bâtiment que nous occupons », explique la coordinatrice qui a insisté sur les difficultés rencontrées par les personnes sinistrées. « Certaines ont absolument tout perdu. » La coordinatrice de la maison de quartier a également tenu à saluer la grande solidarité née suite aux inondations. « Très rapidement, les gens se sont mobilisés pour nous aider et nous permettre de reprendre certaines de nos activités dans d'autres locaux. » Parmi les activités qui ont repris, il y a notamment la garderie, l'école de devoirs, les cours d'allemand ou encore les rencontres entre femmes précarisées. « Il y a un réel besoin pour les personnes de se réunir. C'était très

important pour ces personnes de pouvoir parler de leur vécu et de se retrouver » conclut Bianca Croé.

Jean-Pascal van Ypersele s'est ensuite rendu à Dolhain, où il a rencontré l'échevin aux travaux Luc Delhez, et deux habitants de la Bêverie, Christine et Manuel. « Ils savaient que je suis climatologue et étaient très remontés, nous explique Jean-Pascal van Ypersele, Ils m'ont dit que les inondations n'étaient pas dues aux changements climatiques mais à des dysfonctionnements au niveau du barrage. Je n'entrerai pas dans la polémique concernant les barrages, par contre, il est impossible d'expliquer les importantes quantités de pluie sans les changements climatiques et le réchauffement climatique », conclut-il.

« Il faut venir ici pour le voir. J'ai lu tous les articles mais être ici, c'est du concret. Ça montre bien que la situation est encore pire. Je suis scientifique. Je travaille sur le climat depuis 40 ans. Souvent, les conséquences du changement climatique, ce ne sont que des chiffres. Ici, c'est la dure réalité. »

Jean-Pascal van Ypersele



Les locaux de la maison de quartier sont pour l'instant inhabitables.



Le climatologue en pleine discussion avec Christine et Manuel, deux habitants de la Bêverie touchés par les inondations.



À Pepinster, le climatologue a découvert une zone de guerre : « La dévastation est encore plus grande que ce qu'on peut imaginer. Cela renforce ma détermination à lutter contre ces changements climatiques et surtout à expliquer pourquoi c'est important. » À droite, Joël se tient devant ce qu'il reste de sa maison.

Pepinster

La Société Saint-Vincent-de-Paul Frédéric Ozanam

Pepinster est l'une des communes les plus touchées par les inondations. En plus des maisons qui se sont écroulées en juillet, quelque 40 maisons devraient être démolies d'ici la fin du mois d'octobre. Sur place, Jean-Pascal van Ypersele était attendu par une partie de l'équipe de la Société Saint-Vincent-de-Paul Frédéric Ozanam, recueillie pour l'occasion par Betchette dans son café Amon nos autes. Pour cette équipe, plus d'atelier-cuisine, plus de magasin de seconde main, les inondations ont tout emporté. L'association continue cependant la distribution de colis alimentaires et est très présente aux côtés des personnes sinistrées. Parmi les personnes bénévoles présentes pour accueillir le climatologue, on fait la connaissance de Joël Humblet. Bénéficiaire des colis alimentaires, aujourd'hui bénévole, il a tout perdu à la mi-juillet. Coïncé sur un toit avec dix-huit autres personnes dans la rue du pont Walrand, il a attendu huit heures avant de pouvoir être secouru, entouré de maisons qui s'écroulaient comme des châteaux de carte « L'eau est montée jusqu'au 3/4 du premier étage ! On n'aurait jamais imaginé ça. Il y a eu le barrage d'Eupen, mais j'ai aussi pris conscience du changement climatique. Je ne suis pas militant à la base, ou intéressé par le climat. Mais je vais apprendre ! » Deux mois plus tard, on voit toujours des façades arrières effondrées, des intérieurs ouverts aux quatre vents, des voitures encastrées. Une véritable zone de guerre comme le souligne Jean-Pascal van Ypersele : « La dévastation est encore plus grande que ce qu'on peut imaginer. La réalité dépasse ce qu'on a pu imaginer. Cela renforce encore une fois ma détermination à lutter contre ces changements climatiques et surtout à expliquer pourquoi c'est important. Si on continue à ne rien faire, on va avoir ce genre de phénomène de plus en plus souvent. »

UN ACCÈS AU LOGEMENT RENDU ENCORE PLUS DIFFICILE

En discutant avec les différents membres de l'équipe de l'asbl Saint-Vincent-de-Paul Frédéric Ozanam, soutenue cette année par Action Vivre Ensemble, Jean-Pascal van Ypersele a pu prendre connaissance des enjeux auxquels est confrontée l'asbl depuis les inondations. « **Ce qui nous inquiète surtout, c'est la problématique du logement,** lui indique Océane Drooghaag, assistante sociale. **La situation est encore pire qu'avant et nous n'avons malheureusement pas beaucoup de prise là-dessus.** » Comme nous l'explique ensuite Joël, retrouver un logement est loin d'être simple. De son côté, il a finalement trouvé un studio transitoire qu'il louera pendant un an, le temps de se retourner. « *J'ai fait pas mal de recherches dans toute la région verviétoise et on le voit, les loyers ont augmenté depuis les inondations. Les propriétaires sont plus exigeants aussi, que ce soit par rapport aux animaux de compagnie, mais aussi aux enfants.* » nous explique-t-il.

Un autre problème souligné cette fois par Mauricette Lambotte, c'est que « *la plupart du temps, les personnes sinistrées sont des locataires et non des propriétaires.* » C'est donc au propriétaire de faire les démarches pour les travaux et cela peut prendre encore plus de temps. Autre réalité, certaines personnes, qui ont eu la chance d'échapper aux inondations, se voient contraintes de quitter leur logement pour céder leur place aux propriétaires eux-mêmes sinistrés qui réinvestissent leur location pendant les travaux de leur logement principal. Double peine.

Verviers

MJ des Récollets, l'asbl La Page et la Maison Marie-Louise

La dernière étape était verviétoise, avec un premier arrêt à la Maison des Jeunes (MJ) des Récollets, suivi d'un parcours à pied dans les quartiers du bas de la ville, en passant par l'école de devoirs La Page, où Jean-Pascal van Ypersele a également eu l'occasion d'entendre Nicole Mathonet, responsable de la Maison Marie-Louise.

Pour la MJ des Récollets, elle-même sinistrée, la situation actuelle n'est pas du tout évidente. « *Tout notre travail a été impacté. Tout ce qu'on a mis en place depuis 40 ans a pris l'eau* » nous confie Raphaël Gillot, membre de l'équipe de la MJ. Faute d'endroit pour les accueillir, la MJ a du mal à maintenir un lien avec les adolescent·e·s. « *Les jeunes ont fui le centre de Verviers, nous explique le coordinateur Yves Reuchamps. En même temps, je les comprends. Qui aurait envie d'aller se poser près de la Vesdre pour le moment ? Et chez nous, ça pue !* » Des jeunes qui ont d'ailleurs d'autres préoccupations. « *Ils viennent de vivre une rentrée scolaire encore compliquée. Certains n'ont toujours pas pu regagner leur domicile... Ils tentent d'abord de se concentrer sur les cours. Leur réalité, pour le moment, c'est celle-là.* » Vu les dégâts au sein du bâtiment, l'équipe de la MJ envisage de devenir plus mobile « *afin d'aller chercher les jeunes là où ils sont* ». Elle devrait aussi intégrer temporairement un nouveau local, rue des Alliés.

Du côté de l'asbl La Page dont les bâtiments ont été épargnés, la vie reprend peu à peu son cours. « *Niveau sécurité, dans le quartier, il y a encore beaucoup de choses qui stagnent*, explique la coordinatrice Julie Kuetgens. Il



Jean-Pascal van Ypersele mesure 1m89, la hauteur du niveau de l'eau lors des inondations dans cette rue de Verviers.

manque toujours, par exemple, des barrières le long de la Vesdre. Les débris ont été enlevés dans les rues mais cela prend du temps. » Au-delà des dégâts matériels, encore visibles le long de la Vesdre, elle explique que certains enfants ont désormais peur de la pluie ou de devoir à nouveau quitter leur maison la nuit. « *Les gens sont dans une détresse incroyable.* »

« **Des enfants qui ont peur de la pluie** », cette phrase marquera profondément le climatologue.

Enfin, Nicole Mathonet, responsable de la Maison Marie-Louise, nous a fait part de son désarroi face à l'ampleur des dégâts au sein de son association. Agréée, la maison d'accueil gère également une vingtaine d'immeubles, composés de logements d'insertion. Dix-huit d'entre eux ont été impactés par les inondations, tout comme le centre névralgique et historique de la Maison Marie-Louise qui héberge normalement les hommes seuls. Le défi est donc de taille pour l'asbl qui doit trouver des solutions pour pouvoir reloger des personnes qui bénéficiaient déjà d'un logement d'urgence.

En fin d'après-midi et en guise de conclusion de cette journée, Jean-Pascal van Ypersele a donné une conférence, nourrie de ses observations sur le terrain et ouverte à tous, au temple protestant de Verviers. Cette conférence peut être réécoutée sur www.epub-verviers-spa.be.

■ Chloé Martens



Dans le centre-ville, les séquelles des inondations sont encore très visibles avec ses planches en OSB qui interdisent l'accès à des magasins fermés.

101 projets pour refuser la pauvreté

BRUXELLES

La Porte Verte, un centre social polyvalent pour répondre aux besoins de tout un quartier

Créée en 1975 par les paroisses de Molenbeek, l'asbl La Porte Verte soutient chaque année 3361 bénéficiaires. Elle poursuit une action globale de lutte contre la pauvreté à travers plusieurs initiatives mises en place pour répondre aux besoins des habitantes et habitants du quartier, de la petite enfance à l'âge adulte.

L'aide alimentaire

Avec la crise de Covid-19, de nombreux foyers ont été touchés par des difficultés financières. Des milliers de personnes se sont retrouvées du jour au lendemain à devoir choisir entre manger et payer leur loyer pour ne pas se retrouver à la rue. Des choix douloureux, entraînant des situations sociales dramatiques. Conséquence : les demandes d'aide alimentaire ont grimpé en flèche. « Aujourd'hui, nous sommes à 150% de ce qui était distribué avant la pandémie. » nous explique Samuel Haquin, coordinateur de La Porte Verte.

« La demande est telle qu'il a fallu délocaliser ce service qui distribue environ 170 tonnes de denrées alimentaires par an. » Le restaurant social Snijboontje a malheureusement dû fermer en même temps que l'horeca. « On a dû faire preuve de créativité. On a produit des repas à emporter mais aussi pour d'autres associations sous forme de barquettes alimentaires. » Le Snijboontje a donc continué la distribution de repas gratuits en collaboration avec le restaurant social Les Uns les Autres ou encore avec l'asbl Jamais Sans Toit. Cette collaboration de six mois a permis d'offrir 4800 plats cuisinés au bénéfice de personnes sans abri.

COVID-19 ET AIDE ALIMENTAIRE

En 2020, 2640 demandes d'aide alimentaire ont été traitées par le Service Social. Le Centre d'aide alimentaire est resté ouvert sans interruption tout au long des différentes périodes de confinement. En comparaison, ce chiffre était de 2057 en 2019.



© F. Pauwels/HUMA

Une aide pour les démarches numériques

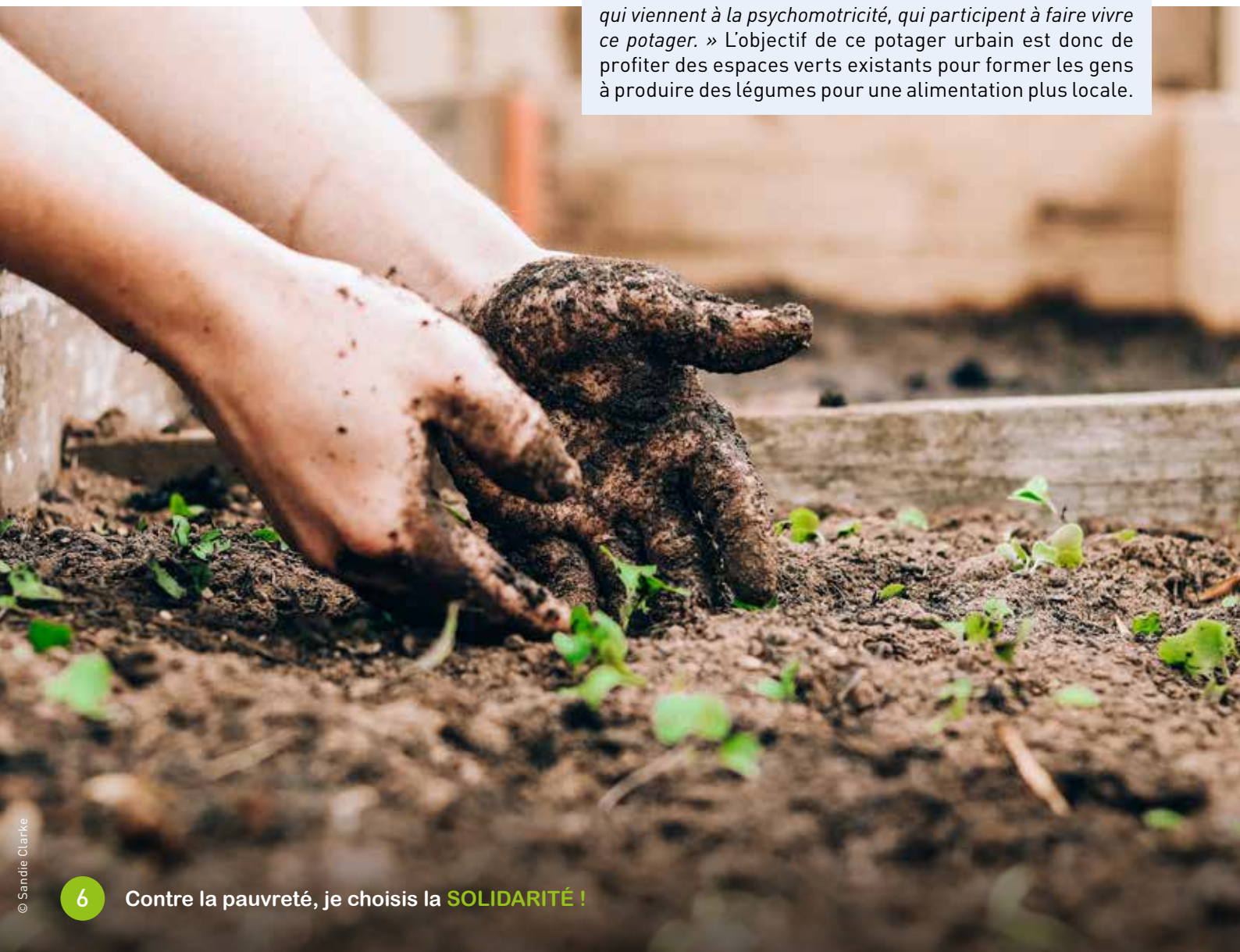
À côté de l'aide alimentaire, l'assistance pour les démarches administratives - et notamment l'aide numérique - rencontre également une demande très importante. En effet, durant cette période de Covid, les situations sociales se sont vraiment dégradées. La pandémie est venue ajouter une couche de complexité à des situations déjà très difficiles. « *Nous devons également limiter l'accessibilité des rendez-vous en présentiel. On a vu moins de monde.* » Beaucoup de démarches doivent se faire via des sites internet. Pour une partie du public, le travail social était indispensable. « *On a décidé que notre mission était donc le service. Nous devons le poursuivre en présence des personnes concernées en respectant les mesures sanitaires.* » conclut Samuel Haquin.

Depuis juin, l'asbl a pu rouvrir son restaurant social et les choses reviennent peu à peu à la normale. L'occasion de relancer un projet vieux de deux ans qui n'a pas pu voir le jour à cause du Covid : un jardin potager.

■ Ch. M.

JARDIN POTAGER : LIEU D'APPRENTISSAGE ET DE PARTAGE

Cela fait maintenant deux ans que l'asbl La Porte Verte, en collaboration avec la communauté des Frères de la Salle, a pour projet de créer un potager éducatif dans le quartier de Molenbeek-Saint-Jean. Malheureusement, Covid-19 oblige, ce projet n'a pas pu voir le jour jusqu'à aujourd'hui. Après deux ans d'attente, les plans du jardin sont finalement là, dessinés par Karim Jacques, un jardinier employé par l'association La Porte Verte. Au programme : un potager de 3-4 mètres de long, des parterres de fleurs pour apporter de la couleur et une pelouse catégorie sport pour que les enfants puissent s'y défouler. Tout cela se situera dans l'immense cour intérieure située derrière les murs des bâtiments de la communauté des Frères de la Salle, au 69 rue des Quatre-Vents. Une cour intérieure qui est en réalité un ancien jardin laissé à l'abandon. L'idée est qu'une partie des activités de l'association (école de devoirs, alphabétisation) se fasse désormais dans les bâtiments remis à neuf de la communauté de la Salle. Le coordinateur de La Porte Verte, Samuel Haquin, a bien souligné qu'il s'agira d'un lieu de collaboration avec les bénéficiaires. « *Karim ne va pas travailler tout seul. L'idée, c'est que ce soit les bénéficiaires de notre restaurant social, les bénéficiaires des colis alimentaires, les familles qui viennent à la psychomotricité, qui participent à faire vivre ce potager.* » L'objectif de ce potager urbain est donc de profiter des espaces verts existants pour former les gens à produire des légumes pour une alimentation plus locale.





Waterloo Solidarité : des frigos solidaires pour lutter contre le gaspillage et la pauvreté

Du fromage, de la charcuterie, des légumes, des fruits, des plats préparés, de la soupe et même du gâteau. C'est ce qu'on trouve dans le Frigo Solidaire de Waterloo, un outil de plus en plus répandu en Belgique pour venir en aide aux personnes dans le besoin.

Lancée il y a 5 ans, sous forme d'un simple frigo accessible en libre-service, l'initiative Frigo Solidaire de l'asbl Waterloo Solidarité est aujourd'hui installée dans un local qui fait penser à une épicerie de quartier. Une soixantaine de bénévoles y proposent principalement de la nourriture, des produits frais ou surgelés. Par mois, ce sont 10 tonnes de denrées alimentaires qui sont collectées en grande surface, les sauvant ainsi de la destruction. Ces denrées sont stockées, réfrigérées, parfois transformées et redistribuées à plus de 2500 personnes dans le besoin. « En moyenne, on sert l'équivalent de 7000 repas tous les mois et le nombre de bénéficiaires ne cesse d'augmenter, surtout après la crise sanitaire qu'on vient de connaître », explique Marianne, qui s'occupe de la gestion du Frigo Solidaire. Depuis la crise du Covid, le taux de fréquentation a fortement augmenté : de 5000 paniers par mois, l'asbl est passée à 6000. Cela permet d'aider 500 familles. « Nous aimerions aussi pouvoir leur fournir une plus grande diversité dans nos paniers telle que des produits d'hygiène, des produits pour les bébés, etc. »

Une initiative anti-gaspi

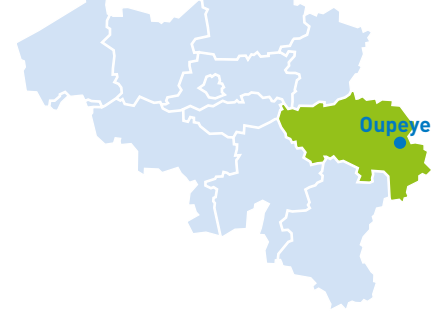
Les denrées alimentaires distribuées sont des dons de grandes surfaces mais également de maraîchers locaux. Le Frigo Solidaire permet de faire le lien entre ces personnes dans le besoin et ces grandes surfaces qui ont cette obligation de jeter des aliments encore bons à être consommés. En réalisant cette action, le gaspillage alimentaire est moins présent. Un plus pour la planète. « Notre action va au-delà de l'aide ponctuelle aux familles en difficulté. Elle s'inscrit dans la préparation à un avenir dans lequel l'entraide, le partage et la chasse au gaspillage seront les axes de survie de notre société. Nous développons notre asbl dans ce sens. » nous explique Isabelle, administratrice de l'asbl Waterloo Solidarité qui gère entre autres les frigos solidaires de Waterloo. Le soutien financier d'Action Vivre Ensemble permettra très concrètement d'investir dans une chambre froide afin d'augmenter la capacité de stockage de produits frais.



En récupérant les invendus des grandes surfaces, l'asbl lutte contre le gaspillage et la pauvreté.

« Je suis devenue bénéficiaire des frigos solidaires suite à des événements imprévus et catastrophiques survenus dans ma vie, il y a quelques années... Je me suis retrouvée seule suite à la mort de mon mari avec cinq enfants dont un en bas âge. J'ai croisé la route d'une personne qui m'a parlé des frigos solidaires de Waterloo. J'ai dû mettre ma fierté de côté pour la suivre et accepter cette aide ! J'ai été accueillie avec énormément de respect et de pudeur. Ils ont changé ma vie ! J'y suis revenue la tête haute et j'ai décidé de participer à cette belle aventure en offrant du temps et de l'énergie au développement de ce projet : je suis maintenant bénévole. Au fil du temps, je me suis créé une vie sociale, des débouchés professionnels, une utilité dans le projet. J'ai pu transmettre mon sourire retrouvé à d'autres personnes qui l'avaient perdu et j'ai pu remonter la pente ! »

Valérie, bénéficiaire et bénévole



Racynes : lutte durable contre la pauvreté et l'exclusion

Implantée dans la région de la Basse-Meuse liégeoise, l'asbl Racynes est un lieu d'accueil et de vie pour des personnes en situation d'exclusion sociale, en panne de projet de vie. La philosophie de Racynes est basée sur le respect du développement durable.

Au départ, en 2008, il n'y avait encore qu'une roulotte et un potager. En 10 ans de temps, l'organisation est devenue une véritable ferme d'animation ouverte à tous, avec un restaurant et une épicerie sociale. Son dernier projet en date ? La construction d'une *tiny house* (micro-maison) pour accueillir les jeunes en situation de crise. (voir encadré). Le public est large, généralement entre 12 et 60 ans, masculin et féminin, d'origine belge ou étrangère, valide ou moins valide.

Depuis quelques années, l'action de l'asbl auprès des jeunes s'est intensifiée : école de devoirs, formation NEET (pour des jeunes ni à l'emploi, ni en enseignement, ni en formation), formation jeunes parents, mise en autonomie et accompagnement de jeunes entre 16 et 30 ans. Les jeunes qui viennent spontanément à la ferme sont souvent des enfants, adolescents et adolescentes qui ont des situations familiales compliquées ou instables, ce qui ne favorise pas l'intérêt pour l'école.

Racynes propose diverses activités en lien avec la nature, la biodiversité et le développement durable. (Re)prendre goût aux gestes simples et essentiels de l'existence et, en plus, respectueux de l'environnement et de soi, est un point d'appui à la reconstruction personnelle et à la réinsertion sociale. Les ateliers proposés sont, entre autres, la gestion d'une « Roulotte à Soupe » et d'un potager communautaire, un atelier vélo, des actions de sauvegarde de la biodiversité, la fabrication de nichoirs à oiseaux et insectes, l'organisation de journées festives, etc. Chaque activité a son utilité. Celui ou celle qui travaille dans le potager, par exemple, contribue au menu proposé dans le restaurant.

Répondre aux besoins de la population locale

Dans la commune d'Oupeye où se situe Racynes, un logement sur six est un logement social. La précarité socio-économique est importante dans cette localité de la Basse-Meuse. L'épicerie sociale est dès lors un point d'accroche vers le public cible. « Elle permet de nouer des liens de confiance avec les habitants de telle sorte que lorsqu'ils décrochent, il est plus simple de les accompagner », explique Alexandre Carlier, directeur de l'association. Pour 1,50 €, les familles dans le besoin peuvent se rendre à l'épicerie sociale et acheter des légumes, des fruits, de la viande, du pain, etc. Une vingtaine de bénévoles collectent chaque jour les invendus des grandes surfaces à proximité. Pour le même montant, les familles peuvent également manger trois fois par semaine dans le restaurant social.

En termes de logements, l'asbl possède six logements thermo-efficaces, modulaires, démocratiques et supervisés, avec lieu de rencontre polyvalent, accessibles PMR... Ce sont des logements « tremplins » pour des personnes de 16 à 30 ans qui ont un projet scolaire ou professionnel. Ces personnes sont impliquées dans toutes les activités du site afin de travailler leur insertion sociale, leur autonomie et leur projet de vie. « En 2020, grâce à nos appartements, nous avons pu sortir six jeunes qui étaient à la rue, passant d'un abri de nuit à l'autre ou encore sortant d'institution publique de protection de la jeunesse, sans solution de logement. Régulièrement, nous sommes interpellés par des situations de sans-abrisme en Basse-Meuse et souhaitons pallier cette problématique » nous explique Alexandre Carlier.

UNE TINY HOUSE POUR AIDER LES JEUNES EN SITUATION DE CRISE

Les équipes de Racynes sont souvent interpellées par des jeunes vivant une situation de crise et se retrouvant à la rue. Bien que l'association dispose de six appartements, ceux-ci n'offrent pas la souplesse nécessaire pour des situations de crise. C'est pourquoi, Racynes a construit une micro-maison (*tiny house*) et souhaite poursuivre son aménagement, avec les groupes de jeunes en formation chez Racynes afin de pouvoir proposer des réponses de logement rapides durant quelques jours à ces jeunes.

Nelson, 19 ans, bénéficiaire, témoigne : « J'ai connu des complications familiales et je me suis retrouvé sans logement. Les professeurs de mon école d'hôtellerie m'ont redirigé vers le centre PMS de l'école qui, lui, m'a conseillé Racynes. Ceux-ci m'ont alors proposé un de leurs logements. Ceci m'a permis non seulement d'épargner et de continuer ma scolarité, mais aussi de me reconstruire. J'ai appris à mieux gérer mes démarches administratives car je ne m'en sortais pas. »





Maison Source : prévenir les difficultés des futures mamans

Accompagner les futures mamans qui vivent dans la pauvreté à vivre au mieux la fin de leur grossesse ainsi que les premières semaines avec leur nouveau-né. Tel est l'objectif du nouveau projet de la Maison Source, association basée à Barvaux et Bastogne.

La fin de la grossesse ainsi que les premières semaines suivant la naissance de leur enfant représentent une période critique pour de nombreuses mères qui font face à la précarité : forte fatigue, manque ou absence totale de soutien familial, etc. Isolées et affaiblies, ces mères ont de nombreuses difficultés à gérer les besoins de leur bébé. Or, cette période est essentielle pour le développement futur (affectif, cognitif, psychomoteur, etc.) de l'enfant.

Face à l'absence dans la région d'accompagnement prénatal adapté pour les jeunes mères précarisées, mais aussi dans l'optique de prévenir encore plus en amont les difficultés observées auprès des jeunes parents fréquentant déjà la Maison Source, celle-ci a décidé d'accompagner les futures mamans dans cette période de vie compliquée.

La Maison Source leur rend visite à leur domicile et les aide à se préparer le plus sereinement possible à la naissance et aux premières semaines de vie avec leur enfant : développer l'empathie, anticiper les besoins de l'enfant, développer la relation avec son bébé dès la grossesse, prendre soin de soi, adapter son alimentation et ses habitudes de vie, etc. Suivant les cas, la Maison Source noue des partenariats avec d'autres structures, comme, par exemple, les différents services de l'ONE.

La Maison Source apporte ainsi à ces jeunes mères isolées et vivant dans la précarité une aide sociale et affective et prévient l'apparition de difficultés futures dans la prise en charge et le bon développement de l'enfant.

■ Quentin Minsier



Lutter pour la durabilité, c'est lutter contre les inégalités

Pauvreté et transition écologique, tel est le thème de la campagne d'Avent d'Action Vivre Ensemble. Un thème d'une actualité criante. Covid-19, inondations, les personnes en situation de pauvreté sont les premières touchées par les crises, qu'elles soient sanitaires, climatiques... En 2021, il semble urgent d'établir un lien entre urgence climatique et urgence sociale. C'est ce qu'ont fait Mélanie Joseph et Catherine Daloze. L'une nous parle du rapport *Durabilité et pauvreté : deux faces d'une même urgence* du Service interfédéral de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, l'autre a écrit l'étude d'Action Vivre Ensemble *Urgences écologique et sociale : à la croisée des chemins*. Interview croisée.

Juste Terre! : Mélanie Joseph, quels sont les constats de votre rapport *Durabilité et pauvreté, deux faces d'une même urgence* ?

Mélanie Joseph : Le premier constat de ce rapport est cette volonté de participer au débat et à la prise de décision sur l'avenir de la planète qu'ont vraiment toutes les catégories de la population, y compris les plus pauvres. Le second constat est que lutter pour la durabilité, c'est aussi lutter contre les inégalités. Les inégalités sociales et environnementales sont liées. On en parle de plus en plus et à plusieurs titres d'ailleurs. Le premier, c'est que l'impact des changements climatiques et environnementaux est beaucoup plus grand pour les personnes en situation de pauvreté. On l'a vu avec les inondations. À Verviers, par exemple, il y a des cartes qui prouvent que les quartiers les plus touchés étaient en réalité les plus pauvres. Dans le même temps, ce qui est paradoxal c'est que les personnes en situation de pauvreté contribuent moins à ces changements climatiques puisqu'elles ont un mode de vie plus économe. Et, en même temps, elles ont moins de liberté, de choix et de possibilité de vivre durablement par manque de moyens financiers ou d'autres types de ressources. Elles ne peuvent pas forcément faire des choix en termes d'énergie.

Un autre constat, c'est qu'on remarque que les personnes en situation de pauvreté bénéficient moins des mesures qui sont prises au niveau politique justement pour pouvoir faire des choix durables, et qu'elles en subissent même certains désavantages. Je pense notamment à l'interdiction de certaines voitures à Bruxelles, mais c'est aussi fortement constaté en matière de primes. On voit que les catégories les plus pauvres n'accèdent pas à ces primes et que, systématiquement, les mesures politiques n'atteignent pas ces catégories de population. Voilà donc une partie de nos constats. Enfin, le message à retenir, c'est qu'il ne faut laisser personne de côté. Il s'agit en réalité du *leitmotiv* de l'agenda des Objectifs de développement durable des Nations Unies. Nous devons embarquer toute la population dans cette lutte pour la durabilité.

JT : Catherine Daloze, vous avez rédigé l'étude intitulée *Urgences sociale et écologique : à la croisée des chemins*. Vous tirez un peu les mêmes conclusions ?

Catherine Daloze : Totalement. L'étude met en avant cette nécessité de prendre le temps avec les personnes concernées de réfléchir aux solutions, et de pouvoir se mobiliser toutes et tous ensemble pour modifier le demain. Le demain, il faut le construire tout de suite. Il y a urgence en la matière. Urgence ne veut pas dire agir de manière précipitée, mais réfléchir à cette question-là et avancer de manière impérieuse. Il se fait que le travail qu'a réalisé le Service interfédéral et toutes les associations qui ont donné du temps pour réfléchir à cette thématique pendant plus de deux ans a dressé un catalogue de mesures qui sont vraiment intéressantes à mettre en place. Un des objectifs de l'étude qu'Action Vivre Ensemble a rédigée est d'amener ces revendications politiques sur le devant de la scène. Nous voulons faire ressortir cette importance d'impliquer toutes les personnes autour de la table et, en particulier, les personnes qui sont elles-mêmes en situation de précarité.

JT : Catherine Daloze, votre étude, vous l'avez menée avec un fil conducteur qui est issu de l'éducation populaire : le « voir, juger, agir ». Pouvez-vous nous expliquer comment vous avez mené cette démarche ?

C.D. : La dynamique VOIR/JUGER/AGIR est en lien avec l'éducation populaire, l'éducation permanente. L'éducation permanente, c'est l'idée qu'en groupe de citoyens et citoyennes, on essaye d'agir sur le monde actuel et sur le monde à venir. Il y a tout un processus pour cela qui a donc été résumé en trois mots : « voir, juger, agir » qui sont des étapes nécessaires à la réflexion. Ces trois mots nous ont inspiré dans le schéma de l'étude. On est passé d'abord par le voir. Le « voir », ce sont les constats. Nous nous sommes intéressés au défi climatique et aux inégalités sociales, ce qu'il en est des puisqu'il s'agissait de nos angles d'approche. Que perçoit-on de l'esprit ambiant ? Qui est une ambiance plutôt terne, plutôt sombre, même parfois désespérante et désespérée. Et puis, à partir de ces constats, nous nous sommes rendus à l'étape suivante qui est le juger. Le « juger » n'est pas du tout à entendre comme quelque chose de martial. Il s'agit plutôt d'entendre toute une série de points de vue concernant les objets qui nous occupaient, notamment ceux que l'on retrouve

dans l'encyclique *Laudato si'*. Cette encyclique nous dit que tout est lié, que **la crise écologique et la crise sociale sont en fait une seule et même crise avec une origine commune** et que les combattre, c'est **les combattre de concert**. Dans le jugement, il y a aussi la notion de bien commun et de service public. **Comment ne pas laisser les gens de côté ?** Et enfin, on passe à la troisième étape qui est « l'agir ». On ne fait pas un catalogue d'actions à mener mais on renvoie notamment au rapport *Durabilité et pauvreté, deux faces d'une même urgence* qui, lui, est beaucoup plus concret. Nous sommes dans une réflexion sur l'agir en tant que consommateur et citoyen, consommatrice et citoyenne. On établit également les limites des petits gestes que chacun et chacune peut poser car, finalement, la somme de ces petits gestes n'est pas suffisante. Il y a une nécessité d'une action plus globale, politique sur une vision du monde différente. Et on va jusqu'à une réflexion sur la démocratie. En effet, ces questions nous ramènent aux difficultés que nos démocraties vivent, à la polarisation ambiante et au fait que les uns et les autres, nous nous parlons de moins en moins. Nous vivons dans des bulles séparées, dans des petits mondes séparés et il est très difficile pour les associations, les groupes en transition, d'accueillir des personnes en situation de précarité. Comment faire pour faire ensemble commun ?

JT : Mélanie Joseph, peut-on dire que c'est la même démarche que vous avez utilisée pour rédiger votre rapport ?

Tout à fait, nous avons adopté une démarche très participative avec les personnes en situation de pauvreté. Nous avons organisé treize journées de concertation entre mai 2018 et octobre 2019. Plus de 140 organisations et institutions et presque 250 personnes ont été impliquées. Nous avons commencé tout ce processus par une rencontre avec les associations de personnes en situation de pauvreté autour d'une réflexion sur le concept de durabilité. Nous voulions prendre comme point de départ leur réflexion, leur réalité. Nous avons également cherché à élargir le débat tant en communauté germanophone qu'auprès des jeunes pour que cela soit vraiment participatif, en veillant à respecter leur rythme et en étant à l'écoute. Telles étaient les conditions pour qu'un débat de ce genre se passe bien pour tout le monde. Et c'est d'ailleurs très intéressant de voir qu'en mettant autour de la table à la fois des personnes des administrations qui sont responsables de mettre en place certaines mesures, et des personnes qui sont touchées par ces mesures, le dialogue s'installe. Il y a eu beaucoup de beaux échanges lors de ces concertations.

JT : C'est aussi ce que vous soulignez dans l'étude, Catherine Daloz, qu'une politique bénéfique pour les plus pauvres, le sera pour tout le monde.

C.D. : Oui, c'est le socle de base et c'est à partir de ce socle qu'il faut jauger les choses. Il est vraiment primordial de prendre le temps d'échanger. Finalement, on est plus efficace de cette manière. On pourrait se dire



Retrouvez l'intégralité de l'étude 2021 d'Action Vivre Ensemble sur www.vivre-ensemble.be/dossier-thematique-2021. Vous pouvez également commander un exemplaire papier via commande@entraide.be au prix de 3 €.

que c'est une perte de temps, mais que du contraire. C'est dans l'échange que vont se nourrir ces politiques, ces dispositifs... et c'est quelque chose sur lequel Action Vivre Ensemble insiste. Il est important d'être dans l'échange à la fois avec les associations et à la fois avec les personnes en situation de pauvreté. C'est dans l'échange qu'on construira ensemble.

M.J. : Un autre aspect assez intéressant, c'est que **les personnes en situation de pauvreté ont une réelle expertise en matière de durabilité**. Cela fait des années qu'elles économisent leurs ressources, l'énergie, etc. Il ne faut pas seulement aller leur demander leur avis ou leur témoignage, elles insistent aussi là-dessus. Elles ont quand même une longueur d'avance dans certains domaines et dans leur quotidien. Je me souviens d'une remarque, cela les faisait un peu rire de voir au journal télévisé un journaliste qui va voir un nouveau système dans un quartier plus riche alors que les plus pauvres mettent cela en œuvre depuis des années et ont eux-mêmes déjà trouvé ce type de solution. Il y a vraiment un intérêt à partager avec le reste de la population leurs solutions. Et parfois, les autres acteurs autour de la table étaient surpris de la connaissance poussée de certaines législations, parfois même meilleure que celle des personnes des administrations. Les personnes en situation de pauvreté sont tellement concernées par ces législations qu'elles commencent à en avoir une connaissance non négligeable.

C'est vraiment une opportunité d'avoir une réflexion par rapport à tout cela dans l'actualité. Une crise peut être également une opportunité de changement et de solution.

■ **Propos recueillis par Valérie Martin**

À commander en ligne sur www.vivre-ensemble.be/-campagne-d-avent-2021-,
par téléphone au 02 227 66 80 ou par mail à commande@vivre-ensemble.be

LES NOUVEAUTÉS

Quatre petits contes d'Avent pour les 6-10 ans

Écrits par Geneviève Bergé, illustrés par Véronique Hidalgo

Ces quatre petits contes accompagneront les enfants sur le chemin qui mène à Noël. Ils sont liés aux lectures des dimanches de l'Avent et au thème de la campagne : le partage, l'accueil, la protection de la nature et de l'environnement ! Des pistes d'échanges et de réflexion sont proposées pour chaque conte, ainsi qu'une prière.

Le Glacier : Ça, c'est sûr ! Les marmottes et les lapins ne se ressemblent pas ! Et pourtant, à y regarder de plus près, ils sont bien plus proches qu'on ne le croit. Face aux dangers qui les guettent, comment vont-ils réagir ?

La tristesse de saint Nicolas : Les valets de saint Nicolas ne chôment pas ! Chaque année, des milliers de jouets atterrissent... dans les mêmes cheminées. Il arrive souvent... trop souvent d'ailleurs... que des bas de laine restent vidents. Quelle solution saint Nicolas va-t-il trouver pour illuminer le regard de tous les enfants ?

Le conseil du martin-pêcheur : Les animaux tournent en rond, tristes et désespérés. La vie est bien morne, pensent-ils. Mais le martin-pêcheur, lui, est continuellement en joie. Quel est donc ce secret qui lui apporte tant d'étoiles dans les yeux ?

Félix et Giada : Deux amis tentent, avec leurs parents, de protéger l'environnement et d'être en bonne santé. Nombreux sont les défis ! Et s'ils tentaient tout simplement de faire du mieux qu'ils peuvent ?

Prix : 3 €



Une bande dessinée à déposer sous le sapin

Par Xavier Deutsch, illustrée par Gauthier Dosimont

Un groupe d'enfants dans un village en hiver... Une invitation à une fête mystérieuse... Sur le chemin, Jojo, Lison, Désiré et Mathilde vont être amenés à réfléchir et à faire des choix. Alors que Noël accompagné de ses traditions festives arrive à grands pas, comment vont-ils réagir face au désarroi des plus démunis ? Chacun pour soi ou tous ensemble ? Vont-ils oser l'inconnu ou reculer ? Inspirée du conte de Noël *L'étrange invitation* proposé par Action Vivre Ensemble en 2011, cette histoire met en scène des enfants, avec leurs qualités mais aussi leurs faiblesses et leurs blessures. Un papa absent, une situation financière difficile, une maladie, autant d'épreuves que vivent beaucoup d'enfants aujourd'hui.

Format A4 : 15 €

Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Action Vivre Ensemble asbl

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | info@vivre-ensemble.be | www.vivre-ensemble.be

Conception - coordination C. Martens, V. Martin, C. Houssiau | Éd. responsable A. Fischer | Maquette et Impression Snel

Attestation fiscale pour tout don de 40 €/an et plus. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Action Vivre Ensemble - IBAN BE91 7327 7777 7676 - Merci